

Burundi : Sale temps pour les opposants politiques

@rib News, 22/08/2011 La semaine dernière a été marquée par plusieurs attaques et exécutions extrajudiciaires dans tout le pays, visant essentiellement les membres des partis de l'opposition burundaise, rapportent des sources administratives et médiatiques. Deux personnes ont été tuées dans la commune urbaine de Buterere dans le Nord de la capitale Bujumbura. Une femme et sa fille ont été tuées par des hommes armés, ayant bénéficié de la couverture de la police des environs selon des sources sur place à Buterere.

Ces assaillants ont irruption dans cette maison et ont tiré sur ces deux personnes les accusant d'être membres du parti FNL d'Agathon Rwaso, comme l'a souligné un témoin. « Ils sont venus disant être à la recherche des FNL mais manqué et ont tiré sur ces deux femmes. » nous a raconté un témoin qui était aux environs lors des faits. Ces deux personnes ont été tuées suite à leur appartenance politique du mari de Joselyne, tuée avec sa mère. Selon les habitants de Buterere, c'est à cause des conflits politiques que des gens perdent la vie actuellement au Burundi. Ils déplorent que la police présidentielle ait mis en garde cette famille des victimes, les accusant de collaborer avec les membres du FNL d'Agathon Rwaso mais que l'administration n'ait rien fait pour protéger cette famille. Une autre personne a été tuée à Mutimbuzi par des agents de la documentation nationale, selon certains membres de sa famille qui ont requis l'anonymat. Cet étudiant à l'Université avait été approché par les services de la documentation nationale lui demandant d'accepter de collaborer avec eux, chose qu'il avait refusée, soulignant qu'il est encore jeune pour verser le sang innocents. Ce mardi dans la nuit, il a été enlevé par des agents de la documentation alors qu'il était chez lui et son corps a été découvert le lendemain à Mutimbuzi, le visage défiguré par l'impact de 37 balles qui ont été tirées dans la tête de la victime déplore que les parents soient en train de connaître des moments difficiles, en perdant leurs enfants dans des conditions pareilles. « C'est sans doute le pouvoir qui a tué notre enfant car il avait été averti qu'il sera accepté pas de collaborer avec la documentation. » a raconté un des membres de la famille de la victime sous couvert d'anonymat. Deux autres personnes ont été tuées dans la province de Muyinga par des jeunes membres du parti au pouvoir CNDD-FDD. Une femme du nom de Riziki et un policier qui avait passé la nuit dans cette famille ont été tués par coups de pierres par des jeunes du parti présidentiel, visiblement enragés. « Ils avaient promis de lancer des attaques contre tous les membres du parti FNL et nous avons été avertis. » a déclaré le père de la fille tuée par ces jeunes du parti au pouvoir. La famille de la fille tuée a accusé les administratifs à la base d'être les auteurs des troubles et de la chasse visant les membres des partis de l'opposition surtout ceux de l'Alliance des Démocrates pour le Changement (ADC-Ikibiri). Cependant Issa Bankuwunguka, le chef de zone Butihinda, en commune de Butihinda de la province de Muyinga, a été arrêté suite à ces tueries, mais l'administration semble vouloir étouffer le dossier à tout prix, selon des sources familles des victimes. Une attaque a aussi été conduite au chef-lieu de Gisuru dans la commune de Ruyigi à l'Est du Burundi, ce vendredi, depuis tôt le matin jusque vers 14h, heure locale. Des sources de cette commune de Gisuru nous ont fait savoir qu'une trentaine d'hommes armés a conduit cette attaque après que des tracts aient été distribués mettant en garde les agents de la documentation nationale et les jeunes du parti au pouvoir. Suite à ces attaques, au moins 10 personnes sont entre les mains de la police et sont accusées d'être liées à ces attaques. Cependant, les sources de leurs familles parlent d'un complot contre les membres des partis de l'opposition. Le président de l'APRODH, Claver Mbonimpa, s'est montré préoccupé par des exécutions extrajudiciaires de ces derniers jours appelant le pouvoir à mettre fin à l'impunité et à protéger certaines personnes qui se sentent menacées. Le président du parti Uprona a à son tour demandé au gouvernement de respecter les droits de l'homme au Burundi et de garantir la liberté à la magistrature. Le parti Uprona a même menacé de quitter le gouvernement si jamais le pouvoir ne montrait pas le courage de mettre fin aux convocations intempestives des journalistes et à l'emprisonnement des avocats. [JMM]